



SPORTS

Les joueurs du Canadien espèrent repartir à neuf

Page B 6



CULTURE

Cinéma et télévision: drôle de grève

Page B 8

CAHIER
B

ÉCONOMIE

Subventions agricoles

Le Canada et l'Europe haussent la pression sur les États-Unis

ÉRIC DESROSIERS

L'Europe et le Canada augmentent la pression sur les États-Unis afin qu'ils réduisent leurs subventions agricoles et qu'ils consacrent plus d'efforts au sauvetage des négociations en cours à l'OMC.

Le Canada a saisi hier l'Organisation mondiale du commerce des multiples programmes d'aide dont bénéficient les agriculteurs américains en violation des règles internationales. Il en a notamment contre les subventions, crédits aux exportations et autres politiques de soutien internes offerts aux producteurs de maïs totalisant en moyenne neuf milliards par année.

George Bush a convenu hier avec le président de la Commission européenne, Juan Manuel Barroso, de l'urgence d'un débloccage à l'OMC

Le Canada en profite toutefois pour se plaindre aussi de l'aide reçue par l'ensemble des agriculteurs américains depuis l'adoption du Farm Bill en 2001.

«Les États-Unis accordent des subventions à leurs producteurs agricoles, ce qui crée des avantages commerciaux injustes», a déclaré dans un communiqué le ministre du Commerce international, David Emerson. Nous espérons voir les États-Unis respecter leurs obligations en vertu de l'OMC, en particulier cette année alors qu'ils procèdent à une réforme de leur Farm Bill.

Cette première étape se veut une chance pour les partis d'établir un dialogue et pour l'éventuel pays fautif de s'engager à apporter les corrections nécessaires. Selon les règles de l'OMC, les partis ont théoriquement 60 jours pour trouver un terrain d'entente après quoi le plaignant peut demander que la cause soit déferée à un groupe spécial de règlement des différends.

Le recours du Canada survient alors même que l'on tente, à l'OMC, de sortir le cycle de négociations de Doha de l'impasse dans laquelle l'ont entre autres plongé justement les politiques agricoles des États-Unis. La diplomatie européenne s'est montrée particulièrement active ces dernières semaines en ce domaine, le premier ministre Tony Blair, et la chancelière allemande, Angela Merkel, pressant tour à tour Washington de faire de nouvelles concessions avant qu'il ne soit trop tard.

Pressions européennes

Ces démarches commencent peut-être à porter leurs fruits, le président américain Bush ayant convenu hier, avec le président de la Commission européenne, Juan Manuel Barroso, en visite à Washington, de l'urgence d'un débloccage des négociations à l'OMC.

«Nous avons parlé de l'importance pour l'Europe et les États-Unis de surmonter les divergences en ce qui a trait au cycle de Doha», a déclaré à la presse George Bush à sa sortie d'une rencontre d'une heure avec le chef européen. «Nous avons eu un échange très constructif et nous avons donné pour instruction à tous nos négociateurs de trouver des solutions aussi vite que possible», a ajouté son invité pour qui le processus de négociations «est maintenant arrivé à un moment crucial».

VOIR PAGE B 5: BARROSO



JASON REED REUTERS

Le président américain, George Bush, a reçu le président de la Commission européenne, Juan Manuel Barroso, en visite à Washington.

Hugo Chávez promet des nationalisations à grande échelle

Le président vénézuélien a réclamé hier des pouvoirs spéciaux afin de rendre publiques la téléphonie et l'électricité



FRANCESCO SPOTORNO REUTERS

«Nous allons vers le socialisme et rien ni personne ne pourra l'empêcher, nous allons continuer notre révolution bolivarienne», a indiqué Hugo Chávez, en annonçant une réforme de la Constitution et un nouveau changement de nom pour son pays qui, de «République bolivarienne», deviendra la «République socialiste du Venezuela».

Caracas — Le président vénézuélien Hugo Chávez a annoncé hier la nationalisation de larges pans de l'économie, dont l'électricité et la téléphonie, et une «profonde» réforme constitutionnelle en vue de créer une «République socialiste du Venezuela».

Après huit ans de pouvoir, le chef d'État a fait ces annonces fracassantes pendant la prestation de serment de son gouvernement, remanié la semaine passée, et à deux jours de son investiture pour un nouveau mandat de six ans. «Nous allons vers le socialisme et rien ni personne ne pourra l'empêcher, nous allons continuer notre révolution bolivarienne», a indiqué M. Chávez, en annonçant une réforme de la Constitution et un nouveau changement de nom pour son pays qui, de «République bolivarienne», deviendra la «République socialiste du Venezuela».

«Il faut récupérer la propriété sur les moyens de production stratégiques. Tout ce qui avait été privatisé doit être nationalisé», a-t-il ajouté, déclenchant une ovation des 2000 fonctionnaires et militants réunis dans un théâtre du centre de Caracas.

Pour y parvenir, il compte faire adopter par le parlement — entièrement acquis à sa cause depuis le boycottage des législatives de 2005 par l'opposition — une loi-cadre lui accordant des pouvoirs spéciaux pour nationaliser tout d'abord l'électricité et la téléphonie. Il n'a pas dit si les actuels propriétaires seront indemnisés.

«Un an est un délai raisonnable», a indiqué M. Chávez à propos de la loi-cadre d'où dériveront d'autres textes renforçant la présence de l'État dans des domaines économiques, sociaux, dans la sécurité et la défense et qu'il a qualifiée de «mère de toutes les législations révolutionnaires».

Le service d'électricité est assuré par la compagnie nationale CADAFE dans tout le pays sauf à Caracas où opère la firme privée Electricidad de Caracas. Quant à la téléphonie, la compagnie nationale CANTV avait été privatisée en 1991 et est contrôlée par Verizon Communications qui voulait céder sa participation au groupe Telmex du magnat mexicain Carlos Slim.

La banque centrale «ne doit pas être autonome, c'est une thèse néolibérale», a également déclaré le président vénézuélien. «Tout comme [la compagnie publique pétrolière] PDVSA dépendait de là-bas [Washington], la Banque centrale dépendait de là-bas», a-t-il dénoncé.

M. Chávez veut puiser dans les énormes réserves de l'institut d'émission (37 milliards de dollars fin 2006) pour développer l'agriculture, les infrastructures et le logement.

VOIR PAGE B 5: VENEZUELA

Salon automobile de Detroit

Les constructeurs japonais veulent conserver la faveur des Américains

Tous soulignent à grands traits leur enracinement aux États-Unis

SIMON BOEHM

Detroit — Au salon automobile de Detroit, les constructeurs japonais omniprésents rivalisent dans les présentations de nouveaux modèles marchant sur les plates-bandes de General Motors, Ford et Chrysler sans omettre de rappeler l'ancienneté de leur enracinement américain.

Après Toyota et Nissan dimanche, Honda a fait à son tour le show hier en dévoilant sur son stand le prototype d'un nouveau Coupé Accord, préfigurant la future version de série et censé relancer l'intérêt du public américain pour ce type de voiture.

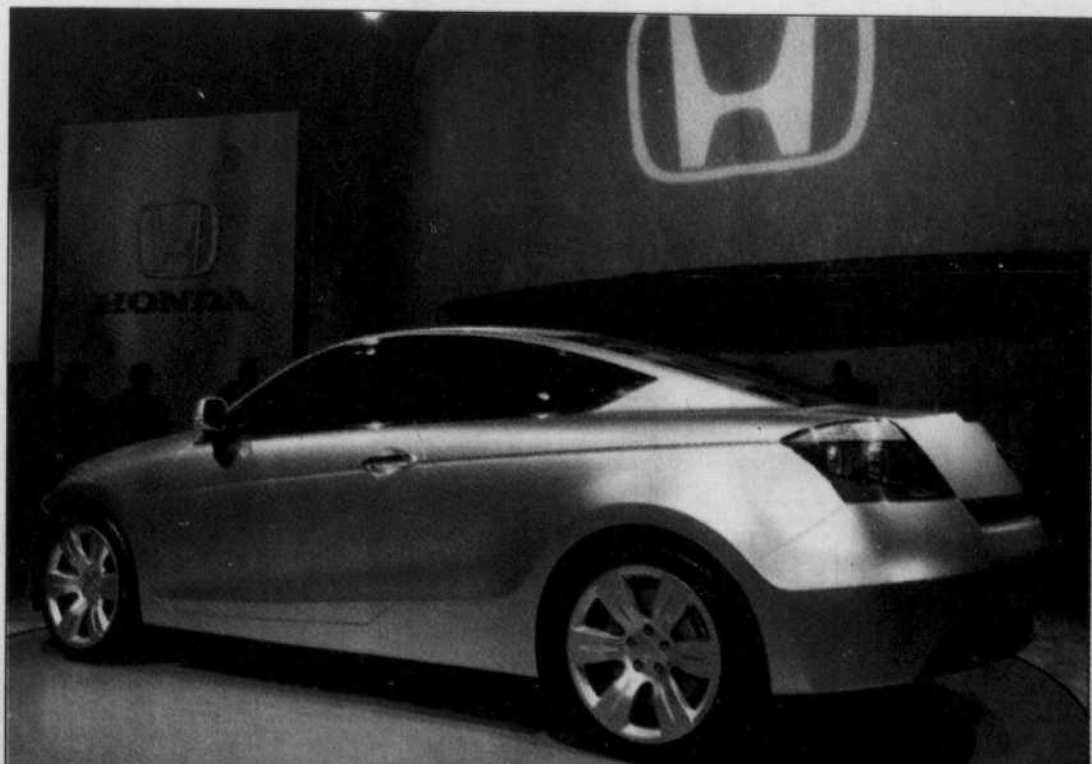
Lancée il y a trente ans, l'Accord demeure la meilleure vente de Honda dans le monde. Aux États-Unis, le constructeur en a vendu plus de 9,5 millions depuis 1976, et espère bien continuer sur cette lancée avec le Coupé.

Dans le même temps, Honda présentait un nouveau prototype de véhicule à pile à combustible, évolution du FCX Concept avec une plus grande autonomie et une meilleure efficacité énergétique, et préparant la voie à la nouvelle génération du FCX en 2008.

Honda est «le groupe automobile le plus efficace d'Amérique en terme énergétique», a lancé John Mendel, vice-président de American Honda, insistant sur l'engagement du constructeur en faveur de la «voiture propre».

«L'économie de carburant a fait partie de notre stratégie depuis le début», a-t-il poursuivi, assurant que ce n'était «pas une initiative marketing qui va et vient».

VOIR PAGE B 4: DETROIT



GARY CAMERON REUTERS

Lancée il y a trente ans, l'Accord demeure la meilleure vente de Honda dans le monde. Aux États-Unis, le constructeur en a vendu plus de 9,5 millions depuis 1976.

LE MARCHÉ BOURSIER

Main market data table with columns for TITRE, VOLUME, HAUT, BAS, FERM. VA. and multiple sections (A, B, C, D, F, K, M, N, Q, R, S, T, Z) listing various stocks and their prices.

TORONTO

Ces titres, transigés hier, sont présentés en ordre alphabétique et leur valeur est exprimée en dollars canadiens. Les lettres a et b différencient les catégories d'actions ordinaires sans droit de vote, f= action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne; p ou o= actions assujetties à des règlements spéciaux; pr= actions privilégiées; r= actions privilégiées dont le dernier dividende n'a pas encore été versé; u= unité de capital-action; v= dividende variable; wt ou w= bon de souscription (warrant); z= lot brisé.

LES COTES TORONTO NEW YORK TSX 12 553,09 +75,12 Dow Jones 12 423,49 +25,48 DOLLAR 1 \$ canadien 85,07 € us -0,22 à New York 607,50 \$ us +2,60

LES DEVISES

Table of exchange rates for various countries including Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, etc.

COUP D'ŒIL



La Bourse de Toronto

Table of market indices and sector performance for the Toronto Stock Exchange, including Standard & Pears TSX, Canadian Smallcap, etc.

Canadian Venture

Table showing S&P CDNX index value and change.

Le Marché Américain

Table of US market indices including 30 Industrielles, 20 Transports, etc.

Les plus actifs de Toronto

Table of the most active stocks in Toronto, listing company names, volume, and price changes.

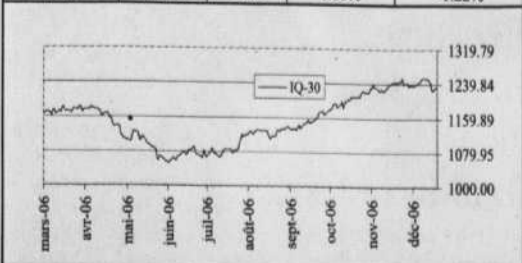
Les plus actifs du Canadian Venture

Table of the most active stocks in the Canadian Venture market.

Gourou.tv advertisement featuring a logo with a person and text: 'La situation du marché La direction des secteurs Les signaux d'achat et de vente La ligne de conduite www.gourou.tv'

INDICES QUÉBEC

Table of Quebec market indices for 8 janvier 2007, including IQ-30 and IQ-120.



ASIQ advertisement: 'CENTRE D'ANALYSE ET DE SUIVI DE L'INDICE QUÉBEC Une initiative du Département de finance de l'Université de Sherbrooke et de l'IREC. www.indicequebec.org'

